

Entretien avec François-Bernard Huyghe (<http://www.huyghe.fr>), docteur d'Etat en sciences politiques et habilité à diriger des recherches en sciences de l'information et de la communication. Il enseigne à l'Ecole de Guerre économique ainsi que sur le campus virtuel de l'Université de Limoges. Dernier ouvrage sur le sujet *Quatrième guerre mondiale. Faire mourir et faire croire* (Rocher 2004, <http://www.infosentinel.com/info/livres.php>)

Comment les médias sont-ils devenus une caisse de résonance du terrorisme ?

À la fin du XIX^e siècle des groupes terroristes populistes, anarchistes ou nationalistes ont possédé leur propre presse plus ou moins clandestine, tandis que la presse « officielle » rendait compte de leurs actes avec indignation et les condamnait comme « ennemis de la société ». Ainsi en France, les fameuses « bis scélérates » des années 1890 répriment la complicité intellectuelle avec « l'anarchisme » identifié à une idéologie subversive. Après la seconde guerre mondiale commence l'ère de ce que certains appellent le « ludo médiatique » : les medias de masses sont sensibles au caractère émotionnel et sensationnel de ces événements par excellence que sont les attentats. Du coup, en fournissant à ces médias ce qu'ils attendent, notamment des images dramatisées, les groupes terroristes peuvent espérer faire mieux connaître leur cause (cf. la prise d'otage des Jeux Olympiques de Munich, première mondovision terroriste en 1970). Ou encore, ils exigent que l'on retranscrive leurs textes, souvent lourds et bavards. Voir l'exemple des brigades rouges qui vont demander la reprise d'un long communiqué au moment de l'enlèvement d'Aldo Moro. Avec le terrorisme djihadiste, la dimension symbolique l'emporte, c'est-à-dire leur capacité d'infliger une humiliation à l'Occident à travers la destruction de signes évidents de sa puissance et de son orgueil, telles les *Twin Towers* du 11 Septembre. Un tel acte n'a pas besoin d'un communiqué d'explication ou de revendication, tant son sens est évident pour toute la planète.

Quels sont les moyens de communication dont disposent les Djihadistes ?

Les djihadistes ont leurs propres médias, ils utilisent Internet bien sûr, même s'il ne faut pas exagérer l'impact des sites dits proches d'al Qaeda, et pas si faciles à trouver avant qu'ils ne soient fermés. D'autre part, les djihadistes utilisent des images très fortes à titre publicitaire : les cassettes vidéo montrant les entraînements de mouhadjdines, les testaments filmés des futurs kamikazes qui confient leurs dernières volontés à la caméra, la cassette ou le DVD montrant des exécutions de prisonniers pour faire peur aux ennemis et « édifier » les vrais croyants en leur montrant le châtime des ennemis. Et il y a bien sûr les messages de Ben Laden qui finissent sur tous les écrans.

Quelles sont les restrictions utilisées par les médias afin de limiter l'influence des images émanant de groupes terroristes ?

Les medias américains, par crainte d'être taxés d'antipatriotisme ont établi un code déontologique : les messages djihadistes ne sont pas diffusés intégralement ni en son direct. Les images sont souvent tronquées, et choisies. Quand ils présentent les discours de Ben Laden, ils rappellent à chaque fois que ce dernier est à l'origine de nombreux attentats. L'État américain a réussi à imposer une sorte de censure préalable sur les messages censés provenir d'al Qaeda. Ce n'est pas la même chose pour des chaînes arabes comme al Jazeera, al Arabia ou al Manar qui s'adressent à un public présumé plus sensible aux thèses des Djihadistes.

Mais Al Jazeera est considéré comme la chaîne de télé qui a lancé le débat politique dans le monde arabe ?

Aljazeera n'est pas une télé terroriste. Elle a permis un grand bouleversement dans le monde arabe avec ces émissions phares représentant chaque fois une opinion et son contraire et sans censure gouvernementale. C'est une télévision pluraliste qui s'adresse à un public arabe et musulman qui ne se reconnaît pas dans la vision du monde qu'offre une T.V. comme CNN. Ce public s'identifie au point de vue qu'Al Jazeera lui transmet parce qu'elle montre aussi la souffrance d'Arabes en Irak et en Palestine et qu'elle ne voit pas l'actualité du côté des GI's.

Pour quoi cette peur du cyberterrorisme?

À ses débuts, Internet a été investi par de nombreux fantasmes. Il n'y aurait plus de censure, les totalitarismes seraient dépassés, l'information se démocratiserait... Peu après, des peurs se sont développées. La peur des mafias, des pédophiles, des néo-nazis, du terrorisme islamique qui s'exprimeraient sur la Toile. Des craintes liées à la criminalité sur Internet ont aussi émergé. Vol des numéros des cartes bleues, le phénomène des hackers qui agissent tantôt pour des raisons intéressées tantôt par goût de l'exploit. Tous cela a nourri une crainte du chaos survenant par Internet et le fantasme d'un «Pearl Harbour informatique». De nombreux services ont été créés aux États-Unis pour étudier des scénarios d'attaques terroristes via Internet. Dans la réalité, il n'y a jamais eu d'actes terroristes informatiques significatifs.

Quels sont les freins du cyberterrorisme?

Il nécessite des compétences techniques, la formation d'un informaticien demande plus de moyens que la mobilisation d'un kamikaze. Il y a d'autres priorités pour les terroristes. En effet, le but de l'attentat est de faire passer un message le plus bruyant et le plus éloquent possible. Or, la création d'un virus ou le blocage d'un service administratif peuvent-ils suffire à satisfaire son désir de revanche et de terreur? On pourrait imaginer qu'un groupe puissant et sophistiqué tente de répandre la panique et la mort, en attaquant (et sur Internet et physiquement) des infrastructures vitales. Cela pourrait consister à changer la composition de l'eau distribuée dans les villes ou à dérégler le contrôle aérien sur les aéroports par des attaques combinées par exemple. De tels scénarios restent difficiles à réaliser.

Quelle différence entre la cybercriminalité et le cyberterrorisme?

La cybercriminalité poursuit des buts intéressés. S'emparer de cartes bleues, vider des comptes bancaires pour s'enrichir, voler des informations confidentielles pour les revendre... Le but de cyberterrorisme est de créer des dégâts qui provoquent la panique. Nous pouvons rencontrer des *hackers*, des pirates qui s'amuse à bloquer des sites et créer des virus ou encore qui mènent des contre des sites dans un but de protestation idéologique. Mais ce n'est pas du vrai terrorisme. Il n'y a pas mort d'homme et les dégâts sont relativement vite réparés. La cybercriminalité peut rejoindre le cyberterrorisme lorsque des groupes djihadistes par exemple commencent à financer leurs actions avec le vol des cartes bleues.

Comment vous expliquer que l'engouement médiatique pour Florence Aubenas n'est pas le même que pour les deux premiers otages français.

Malbrunot et Chesnot étaient les premiers. À cette occasion il y a eu un mouvement de solidarité de la part de la communauté musulmane française qui a montré son attachement à l'identité nationale. La France a également mesuré la sympathie dont elle bénéficie sein du monde arabe. Tout cela a contribué à rendre la cause des deux otages très populaire. Florence Aubenas est arrivé après et beaucoup craignent maintenant de tomber dans l'excès de la première expérience. où les initiatives de Didier Julia très médiatisées ont créé une dangereuse confusion.

Est-ce que les médias expriment plus de retenue aujourd'hui?

Les médias américains sont ouvertement en guerre, le terrorisme est diabolisé. En France, il est plus facile pour un journaliste d'avoir un point de vue qui reflète mieux les points de vue des deux parties, par exemple sur la guerre d'Irak où nous ne sommes pas engagés.

Pourquoi on n'arrive pas à donner une définition au terrorisme?

Aucune organisation internationale n'y est parvenue. Nombre de pays autrefois colonisés considèrent qu'il faut faire la différence entre la résistance et le terrorisme. Aux États-Unis l'emploi du mot est très large et très vague il y a des listes d'organisations internationales terroristes. Par ailleurs, le terroriste d'hier peut devenir le gouvernement d'aujourd'hui c'était le cas de de Gaulle, Mandela, Lénine... Par ailleurs, les gouvernements tiennent compte de ces changements. Il y a cependant des traités internationaux qui répriment les actes délictueux comme le détournement des avions. Dans le domaine de la cybercriminalité il y existe des dispositions communes. En France, en particulier pour qu'un acte soit réprimé au titre de la lutte contre le terrorisme il doit être considéré comme un délit criminel en soi (mettre une bombe, prendre un otage...) avec, en plus, une intention politique. Dans tous ces cas, s'il existe des normes internationales condamnant certains actes criminels à but terroriste, nous sommes loin d'une définition et d'une condamnation universelles du terrorisme en soi. Et pour cause il ne faut pas oublier que le terrorisme n'est ni une idéologie, ni une entité c'est une méthode de lutte.